

Sensibiliser l'opinion et les entreprises

Si le législateur a un rôle décisif pour l'initiative d'une réforme audacieuse concernant la période des 1000 premiers jours de l'enfant, sa mise en œuvre et les bénéfices à en espérer dépendront largement d'une sensibilisation de l'opinion et du monde de l'entreprise.

Pour la mise en œuvre du congé paternité de 4 semaines déjà par exemple, les hommes doivent se sentir autorisés à le prendre et à en tirer un véritable bénéfice, nous l'avons déjà souligné.

Si l'encadrement de leur entreprise / administration ne les y encourage pas, s'il n'y a pas de campagne de sensibilisation sur ce thème au niveau national, il est à parier que toute réforme effective restera lettre morte.

Nous insistons sur l'aspect symbolique de la mesure du congé paternité car elle pourrait entraîner graduellement un changement de mentalité sur la maternité qui, malgré les lois protectrices en France, est synonyme encore de bien des discriminations dans la vie professionnelle des femmes et plus encore des mères. Nous rappelons que le déséquilibre du partage des tâches et des responsabilités familiales et la non-valorisation de ce travail est une source constante d'inégalité entre hommes et femmes.

Au-delà du congé paternité, du congé maternité et des congés parentaux, c'est concrètement aussi un changement de pratiques managériales qui doit être mis en œuvre pour garantir plus de souplesse, un respect des diversités, le souci d'une meilleure conciliation travail – vie privée et des évaluations basées sur les compétences et les résultats plutôt que sur le présentéisme.

Enfin, il s'agit d'encourager par de telles réformes l'avènement d'une société plus équilibrée dont le mieux-être rejaillirait sur toutes ses composantes, y compris le monde économique. Des salariés plus heureux sont plus productifs. Cela a été dit de nombreuses fois : pour 1 euro investi dans le développement de la petite enfance, comptez 7 euros de retour sur investissement¹.

Avant d'être une charge, toute réforme des 1000 premiers jours de l'enfant doit être considérée comme un investissement pour le développement durable de nos sociétés.

¹ Analyse de France Stratégie – Colloque Unesco du 17 Novembre 2017. L'économie provient en partie des allocations chômage qu'il faut verser aux parents qui n'ont pas la possibilité de travailler faute de solution d'accueil pour leur enfant.